Monts-de-Randon : finances de la commune

Commune · Lozère (48) · 1 232 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l'exercice 2025, Monts-de-Randon affichait un encours de dette de 431 k€, soit 350 € par habitant, une épargne brute égale à 24,8 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 0,7 ans.

Dette par habitant
350 €
431 k€ au total

Capacité de désendettement
0,7 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d'épargne brute
24,8 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
1 490 € / hab.
1,8 M€ au total

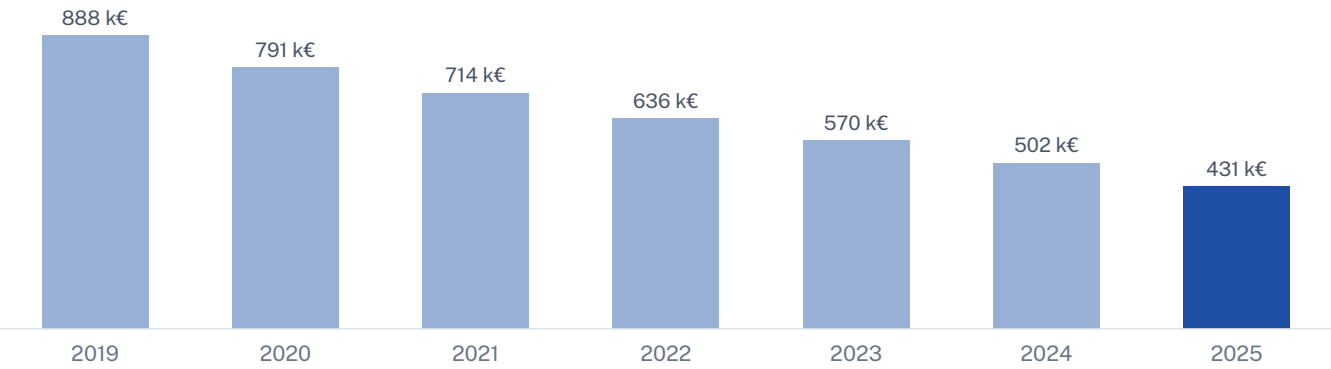
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l'exercice 2025 publiés par l'OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n'est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d'être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	1 490 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	49,3 %	735 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l'argent en fin d'année ?	24,8 %	490 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d'analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	350 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	1 864 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	434 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.

Évolution depuis 2019

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 888 k€ en 2019 à 431 k€ en 2025 (-51,5 %).

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2019	888 k€	27 %	1,8 ans	1,3 M€
2020	791 k€	40,3 %	1 ans	829 k€
2021	714 k€	27,3 %	1,4 ans	586 k€
2022	636 k€	20,5 %	1,6 ans	1,5 M€
2023	570 k€	24 %	1,1 ans	1,2 M€
2024	502 k€	42,2 %	0,4 ans	2,3 M€
2025	431 k€	24,8 %	0,7 ans	2,3 M€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Monts-de-Randon	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	350 €	289 €	+20,9 %
Impôts locaux par habitant	434 €	399 €	+8,6 %
Frais de personnel par habitant	735 €	298 €	+146,6 %
Investissement par habitant	1 864 €	222 €	+740,1 %
Taux d'épargne brute	24,8 %	16,3 %	
Capacité de désendettement	0,7 ans	2,5 ans	

Jumelles : Ohain (59), Viesly (59), Larchamp (53), Rieux-en-Cambrésis (59), Tillières-sur-Avre (27), Le Langon (85), Ayron (86), Fontaine-lès-Luxeuil (70), Le Montsaugeonnais (52), Charmoy (89). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	1 325	1 232	−7 %	−0 %
Dette par habitant	670 €	350 €	−47,8 %	−20,1 %
Impôts locaux par habitant	326 €	434 €	+33,1 %	+26,2 %
Frais de personnel par habitant	406 €	735 €	+81 %	+30,1 %
Taux d'épargne brute	27 %	24,8 %	−2,3 points	+1,6 point
Capacité de désendettement	1,8 ans	0,7 ans	−1,1 an	−0,9 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		6 833 €		5 305 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Monts-de-Randon	Comparaison
Habitants (2023)	1 209	−7,6 % depuis 2012 (département : −0,5 %)
65 ans ou plus (2023)	23,1 %	département : 27,3 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	1,7 pour 100 habitants	département : 2,4
Salariés du secteur privé (2025)	96	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	107	−35,2 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	112,1	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

600 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 330 emplois, soit 58 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	17,6 %	8,4 %	1,3 %	34,7 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	7,6 %	8 %	6,6 %	12,2 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	5,9 %	9,6 %	20,1 %	3 %
Professions intermédiaires	21 %	26,5 %	26,4 %	14,3 %
Employés	28,6 %	27,8 %	26,1 %	24 %
Ouvriers	19,3 %	19,7 %	19,5 %	11,9 %

Professions les plus exercées par les habitants : Occitanie

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	44 780	1,8 %
Secrétaires, employés de la bureautique	40 940	1,7 %
Infirmiers en soins généraux salariés	37 710	1,6 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	36 320	1,5 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	35 410	1,5 %
Enseignants titulaires du primaire	34 600	1,4 %
Agents de service des établissements de santé	33 510	1,4 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	31 670	1,3 %
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	28 760	1,2 %
Ouvriers du nettoyage	28 260	1,2 %
Conducteurs de poids lourds	26 690	1,1 %
Personnels intermédiaires administratifs des collectivités territoriales et des hôpitaux publics	24 170	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Lozère (48)) : 3 136 au moins, dont 43,8 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	408	19,1 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	168	53 %
Employés de l'hôtellerie	153	39,2 %
Aides-soignants	141	80,1 %
Cuisiniers	140	29,3 %
Agents d'entretien de locaux	132	29,5 %

Métier	Projets	Difficiles
Agriculteurs	118	28 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	101	13,9 %
Educateurs spécialisés et autres intervenants socio-éducatifs	91	58,2 %
Bûcherons, sylviculteurs et agents forestiers	88	0 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Monts-de-Randon
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	4,1 M€ pour 32 projets
Par habitant	3 289 € (communes de même taille : 210 € ; département : 1 456 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	39,3 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2024	DETR	Acquisition et rehabilitation de la maison bar Planchon	238 320 €
2023	DSIL	Aménagement de trois gîtes à la Baraque de la Grange	201 263 €
2025	DETR	Travaux d'assainissement du village de coulagnes hautes commune monts de randon	198 000 €
2025	DETR	Amenagement d'un restaurant au rez-de-chaussee de la baraque de la grange	154 686 €
2023	DETR	Aménagement de 3 gîtes à la baraque de la grange	134 176 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.